

A la demande des Etats-Unis, le conflit séparatiste qui sévit dans les deux régions occidentales du Cameroun a été abordé aux Nations unies lundi 13 mai.

La consultation est informelle et ne donnera lieu à aucune résolution, communiqué ou déclaration officielle. Cependant, pour la première fois depuis son éclatement en octobre 2016, la crise qui sévit dans régions anglophones du Cameroun sort de son huis clos domestique pour être abordée dans une enceinte internationale.

Même si Communiqué final reste attendu, il faut noter que la répartition des champs au Conseil de sécurité de l'ONU est déjà connue. Les votes pour le Cameroun : **France, Côte d'Ivoire, Belgium, Equatorial Guinea** et les vote contre le Cameroun : **US, UK, Russia, Germany, Indonesia, Peru, Kuwait, Poland, South Africa, Dominican Republic**. **La Chine** a quant à elle choisi la neutralité.

L'annonce de l'invitation de Paul Biya en à Sotchi, en octobre 2019, pour le premier sommet Russie-Afrique avait provoqué une clameur indescriptible chez les thuriféraires du régime, ils voyaient déjà le soutien multiforme de Moscou au Cameroun sur la scène internationale.

Depuis près d'un an, la diplomatie américaine exprime à voix haute son inquiétude sur le conflit qui prévaut entre des groupes sécessionnistes et les autorités camerounaises dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

En avril, Tibor Nagy, le « M. Afrique » de Donald Trump, a réitéré sa préoccupation pour « la guerre civile qui se déroule dans les faits » dans les parties occidentales du Cameroun, « où, fondamentalement, les anglophones se battent pour leurs droits (...) et où, malheureusement, le gouvernement n'a pas répondu d'une manière qui apaise les peurs des Camerounais ». Un mois plus tôt, le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines avait été fraîchement accueilli à Yaoundé après avoir demandé la libération de l'opposant Maurice Kamto, arrivé second de la présidentielle d'octobre 2018 et emprisonné avec des centaines de ses partisans depuis fin janvier, et appelé à « un dialogue ouvert à tous » pour régler la crise anglophone.